

Ce n'est pas aux Neuhauser de payer pour la crise !

Lors du CSE du 9 avril, la direction nous a annoncé que nous allions être mis en chômage partiel en conséquence d'une baisse des commandes engendrée par la crise sanitaire.

Maubeuge, le Siège, Saint Hermine, Reims ou encore Fürst 2 sont frappés de plein fouet. Mais **aucun site ne sera épargné** et bien entendu, SOUFFLET et sa direction refusent le maintien des salaires !

Dès le début de la crise, nous avons déjà alerté la direction sur les risques encourus pour notre santé car les mesures de sécurité étaient insuffisantes. Sur certains sites, nous avons été forcés de faire valoir notre Droit de Retrait afin que soient appliquées ces mesures élémentaires et garantir au mieux notre sécurité. La Direction, plutôt que de faire preuve de bon sens, a préféré menacer travailleuses et travailleurs déjà inquiets pour leur santé !

Personne ne refuse de travailler, mais sommes en droit d'exiger de pouvoir le faire en toute sécurité. **Nos vies valent plus que leurs profits !**

La Direction, bien consciente des baisses de commandes, n'a pas hésité à nous faire travailler la boule au ventre et à plein régime. Dans le seul et unique but de remplir ses chambres froides et ses entrepôts ! Une fois ses arrières assurées, elle nous remercie avec un **Chômage partiel payé par l'Etat à 84 % !**

Fidèle à sa ligne de conduite et dans **le mépris le plus total**, elle met en place un fond de solidarité alimenté par **nos congés**.. Encore un moyen de nous faire payer la crise.

Pire encore, elle trouve le moyen d'économiser de l'argent ! Car si un Cadre donnait un congé à un Ouvrier, son congé vaudrait plus, financièrement, que celui d'un Ouvrier. Et où va la différence ? Dans les poches de SOUFFLET bien entendu !

Si notre Direction **nous entend**, elle ne nous **écoute pas**. Si elle **nous comprend**, elle ne **s'intéresse qu'au compte en banque de SOUFFLET**. Et peu importe la santé physique ou économique de ses salariés, qui **eux**, font tourner ses usines.

Voici la triste réalité de leur politique, **malgré la demande de tous les élus CGT, elle n'a rien voulu savoir...**



Pour la prime, c'est pareil : travaillez, il n'y a rien à voir ! Certes, **nos vies n'ont pas de prix**, mais **nos frigos ne se remplissent pas avec des remerciements creux et de belles paroles dans des magazines !**

Même les **salariés licenciés** lors du PSE ne seront pas épargnés. La direction a **refusé de prolonger leur Congé de Reclassement**, ne serait-ce que de quelques semaines. Pourtant ils seront dans l'incapacité de chercher du travail ou de continuer leurs formations du fait de la crise sanitaire. **Encore une fois, nous sommes sacrifié(e)s sur l'hôtel du profit !**

Nous avons tout de même réussi à arracher quelques avancées :

- ↳ le gel du critère d'absentéisme pour les Parcours Qualifiants
- ↳ la commande de 100 000 masques (en espérant que ce ne soit pas ceux en papier que l'on a pu voir à Maubeuge, Reims ou Fürst, qui ne protègent rien...)

Nous réclamons le maintien de salaire pour le chômage partiel à 100 % par SOUFFLET. L'octroi de la prime maximale et ce, sans condition !

Nous appelons également les salariés à rejoindre l'initiative proposée par FO, consistant à ramener les magazines que SOUFFLET nous envoie, un geste symbolique. **Plutôt que d'imprimer des magazines, maintenez nos salaires !**

« **Nous sommes en Guerre** », selon Macron. En guerre contre notre patron SOUFFLET, qui nous envoie **au front pour ses profits au détriment de nos vies !**

Une fois la crise passée, nous devons, tous ensemble, apporter une réponse collective de NEUHAUSER aux Moulins SOUFFLET en passant par la Boulangerie de l'Europe et toutes les entreprises de SOUFFLET !

Nous ne payerons pas la crise ! De gré ou de force, SOUFFLET partagera les richesses !!!